

Revue de presse du 15 au 30 juin 2021

AFRIQUE

| | |
|-------------|---|
| Libye | 2 |
| Maroc | 2 |

EUROPE

Union européenne

| | |
|--|---|
| Conseil européen | 3 |
| Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO)..... | 3 |
| Frontex | 4 |

États membres de l'Union européenne

| | |
|----------------|---|
| Belgique | 4 |
| Croatie | 5 |
| Espagne | 5 |
| France | 6 |
| Grèce | 7 |
| Italie | 8 |
| Malte | 8 |

États non-membres de l'Union européenne

| | |
|-------------------|---|
| Royaume-Uni | 9 |
|-------------------|---|

AFRIQUE

Libye

- **Infomigrants**, Libya : [Teenage girls sexually abused in Shara al-Zawiya detention center](#), le 21 juin 2021.
- **Le Monde**, [La Libye, un « enfer » pour les femmes sur le chemin de l'Europe](#), le 21 juin 2021.

En Libye, les conditions dans les centres de détention « officiels » (i.e gérés par le gouvernement libyen) sont aussi alarmantes pour les exilé·e·s, victimes de nombreuses violences, que dans les camps gérés par les milices. En février dernier, cinq adolescentes somaliennes ont été « libérées » par les autorités libyennes d'un camp non-officiel où elles subissaient des viols répétés, pour être placées dans le centre de détention officiel de *Shara al-Zawiya*... où elles ont été victimes des mêmes violences. Plusieurs ONG demandent leur libération aux autorités du pays, et leur évacuation de Libye.

- **Infomigrants**, [Libye : MSF suspend ses activités dans deux centres de détention de Tripoli](#), le 23 juin 2021

Le 22 juin, Médecins sans frontières (MSF) a annoncé la suspension temporaire de ses activités dans les centres de détention d'*Al-Mabani* et d'*Abou-Salim* à Tripoli en Libye, en raison de la hausse des violences commises à l'encontre des exilé·e·s détenu·e·s. L'ONG a dénoncé « au moins trois incidents violents » dans ces deux centres en l'espace d'une semaine. Selon MSF, la surpopulation des centres de détention libyens entraînant une détérioration des conditions de détention serait une des causes de l'augmentation des violences. Une surpopulation qui serait due à un nombre croissant d'interceptions par les garde-côtes libyens en Méditerranée centrale, qui dépasserait déjà le total des interceptions recensées en 2020 (14 000 interceptions en juin 2021).

Maroc

- **2M**, [Les parlementaires arabes saluent le leadership de SM le Roi dans le domaine de la migration](#), le 26 juin 2021.
- **Le 360**, [Crise Maroc-Espagne : le Parlement arabe dénonce l'ingérence du Parlement européen](#), le 26 juin 2021.
- **Médias 24**, [Résolution européenne : le Parlement arabe solidaire du Maroc et critique « l'arrogance » de l'UE](#), le 26 juin 2021.
- **Bladi**, [Sebta et Melilla sont marocaines selon le parlement arabe](#), le 28 juin 2021.

Le 26 juin, une réunion du Parlement arabe - créé après le sommet de la Ligue arabe de 2001 - a été consacrée à l'examen de la dernière résolution du Parlement européen condamnant le Maroc pour son instrumentalisation de la question migratoire à des fins politiques. Durant cette réunion, le Parlement arabe a exprimé sa solidarité avec le Maroc et critiqué l'UE pour son « arrogance » et son « ingérence » dans les affaires nationales, en l'occurrence un conflit bilatéral entre l'Espagne et le Maroc. Il a ainsi adopté une première résolution demandant au Parlement européen de ne plus intervenir dans la crise diplomatique entre ces deux pays, puis une deuxième résolution fustigeant le caractère colonial des enclaves de Ceuta et Melilla, considérées par les parlementaires arabes comme des présides occupés par l'Espagne.

EUROPE

Union européenne

- RFI, [Pour les réfugiés, la biométrie tout au long du chemin](#), le 20 juin 2021.

L'extension des fichiers biométriques constituerait un nouveau « mur virtuel » pour les personnes exilées selon RFI, qui souligne les obstacles au droit à la mobilité imposés par les États membres de l'UE tout au long de leur parcours migratoire, notamment lors du franchissement des frontières. Les contrôles instaurés très en amont des frontières européennes, et l'analyse des données personnelles enregistrées dans les fichiers — comme le système d'information sur les visas (« SIV ») — permettent d'identifier et de tracer les personnes tentant d'atteindre l'UE avant même leur départ.

Conseil européen

- La Croix, [UE : la migration revient sur la table du Conseil européen](#), le 24 juin 2021.
- Le Monde, [La question migratoire revient au Conseil européen](#), le 23 juin 2021.
- Malta Today, [EU leaders recognise urgency of dealing with migration but action plans only in autumn](#), le 25 juin 2021.
- Infomigrants, [EU eyes billions in extra funds for Turkey migration deal](#), le 24 juin 2021.
- Reuters, [EU considers 3,5 bln euro migrant funding for Turkey, diplomats say](#), le 23 juin 2021.
- The Guardian, [EU plan to fund Turkey border control “risks refugees’ forced return”](#), le 23 juin 2021.

Les négociations autour du Pacte européen sur l'asile et la migration sont bloquées autour de la question de l'accueil, principale pierre d'achoppement entre les États membres de l'Union européenne, comme l'a montré la réunion du Conseil européen des 24 et 25 juin. Faute d'accord possible sur ce sujet, les chefs d'État tentent d'avancer sur la dimension extérieure du Pacte en renforçant la coopération avec les pays dits tiers, unique question sur laquelle existe un consensus. La Commission européenne prévoit ainsi de financer jusqu'en 2024 « l'accueil » des exilé·e·s syrien·ne·s et le renforcement des contrôles frontaliers par la Turquie, la Jordanie et le Liban à hauteur de 5,77 milliards d'euros, à condition que le Conseil européen l'approuve. La Turquie, qui s'est vu octroyer 6 milliards d'euros par l'UE entre 2016 et 2020, se verra attribuer plus de 3,5 milliards d'euros supplémentaires dans le cadre de l'arrangement UE/Turquie renouvelé. Les 2,2 milliards restants seront répartis entre la Jordanie et le Liban.

Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO)

- Sud Ouest, [Migrants : l'Europe veut mieux accompagner les pays et faire converger leurs politiques d'asile](#), le 29 juin 2021.
- Newsbook, [EASO becomes European Union Agency for Asylum](#), le 29 juin 2021.
- Infomigrants, [EU to establish a new asylum agency](#), le 30 juin 2021.

Le Parlement et le Conseil européens sont parvenus à un accord sur le renforcement du mandat du Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO), devenu une agence de l'Union Européenne pour l'asile. Via un contingent de 500 expert·e·s, l'EASO apportera une « assistance » accrue aux États membres aux frontières extérieures de l'Union dans l'examen des demandes de protection internationale. La décision de

renforcer le mandat de l'EASO intervient alors que les demandes de protection internationale déposées dans l'UE, comptabilisées à 485 000 par cette agence, ont baissé de 32 % en 2020, en raison des restrictions sanitaires liées à la pandémie de Covid-19.

Frontex

- **The Guardian**, [EU « has blood on its hands » say activists calling for Frontex border agency abolition](#), le 18 juin 2021.
- **Vox Europe**, [Les politiques migratoires de l'UE ont « tué plus de 40 000 personnes depuis 1993 » dénonce la campagne pour abolir Frontex](#), le 20 juin 2021.

Le 9 juin, *Abolish Frontex*, une coalition regroupant plus de 80 militant·e·s et associations de défense des droits, dont le réseau Migreurop, a demandé dans une [lettre ouverte](#) à la Commission européenne, au Conseil de l'UE et au Parlement européen de mettre un terme au mandat de l'agence Frontex. La coalition accuse l'agence « d'appliquer et de promouvoir des politiques européennes violentes » à l'encontre des personnes exilées. Des politiques qui ont coûté la vie à « plus de 740 personnes ayant tenté de traverser la Méditerranée cette année » et de « 40 555 personnes depuis 1993 ». La campagne vise à abolir l'agence européenne de garde-côtes et de garde-frontières Frontex, ainsi que la politique de sécurisation des frontières européenne, dont elle est le bras armé.

Pays membres de l'UE

Belgique

- **RTBF**, [Sans-papiers en grève de la faim : « Nous vivons comme des rats dans la ville »](#), le 15 juin 2021.
- **RTBF**, [Le collectif de soutien aux sans-papiers en grève de la fin sera bien reçu par l'Office des étrangers](#), le 23 juin 2021.
- **Médiapart**, [En Belgique, 456 sans-papiers sont en grève de la faim pour leur régularisation](#), le 27 juin 2021.
- **El Pais**, [Labios cosidos e intentos de suicidio: se recrudece la protesta de migrantes en Bruselas](#), le 30 juin 2021.

Depuis la fin du mois de mai, plus de 400 personnes sans-papiers ont débuté une grève de la faim en Belgique pour obtenir leur régularisation et plus généralement clarifier les règles et conditions d'octroi des titres de séjour. Faute de documents en règle, plusieurs se retrouvent sans protection sociale alors qu'ils et elles ont perdu leur emploi, en raison de la pandémie de Covid-19. D'autres personnes parmi les grévistes, travaillent en Belgique depuis plusieurs dizaines d'années sans avoir été régularisées. Le Comité de soutien aux sans-papiers qui les représente a rencontré l'Office des étrangers le 24 juin pour obtenir la régularisation des grévistes et de tous les sans-papiers. Mais le gouvernement refuse de céder à leurs revendications et affirme qu'il continuera d'évaluer les situations au « cas par cas ».

Croatie

- **Euronews**, [Des militants bloquent un poste de frontières entre la Bosnie et la Croatie](#), le 20 juin 2021.
- **Deutsche Welle**, [Migration : Activists block Croatia-Bosnia border in demonstration against EU policy](#), le 21 juin 2021.

Le 19 juin, une centaine de militant.e.s d'ONG de défense des droits humains ont protesté à la frontière entre la Croatie et la Bosnie contre les refoulements violents d'exilé.e.s pratiqués par la police croate. Les militant.e.s mettent en cause la complicité de l'UE avec la Croatie, qui finance le pays pour repousser les migrant.e.s hors du territoire européen ou les (main)tenir à distance.

- **Infomigrants**, [Illegal migrant pushbacks from Croatia to Bosnia captured on camera](#), le 24 juin 2021.

Plusieurs médias européens ont filmé, durant la dernière semaine de mai, six opérations de refoulements d'exilé.e.s vers la Bosnie lors desquelles la police a refoulé près de 65 personnes, dont des enfants, une femme enceinte et des personnes âgées. Plusieurs exilé.e.s ont témoigné avoir subi des violences policières lors de ces refoulements alors qu'ils et elles se trouvaient sur le territoire croate. Malgré les preuves vidéo de ces pratiques, le ministre de l'Intérieur croate se borne à affirmer que les autorités ont agi en toute légalité concernant ces refus d'entrée.

Espagne

- **Infomigrants**, [Près de 3000 migrants toujours présents à Ceuta, les autorités de l'enclave parlent « d'urgence humanitaire »](#), le 18 juin 2021.
- **El País**, [Más de 2.000 migrantes siguen atrapados en Ceuta un mes después de la crisis](#), le 26 juin 2021.

Un mois après l'arrivée de plus de 12 000 exilé.e.s à Ceuta, les autorités locales ont renforcé le déploiement d'agents de sécurité dans les lieux les plus fréquentés de Ceuta, comme le port, afin d'empêcher les départs d'exilé.e.s vers la péninsule espagnole. Elles ont indiqué le 17 juin que près de 3 000 personnes, dont plus de 800 mineur.e.s, sont toujours présentes à Ceuta « dans une précarité absolue », et ont demandé au gouvernement central « d'agir au plus vite » pour qu'il renvoie les exilé.e.s hors de l'enclave, soit en transférant les mineur.e.s isolé.e.s et les demandeur.euse.s d'asile sur la péninsule espagnole, soit en expulsant vers le Maroc les adultes, et les mineur.e.s dont les parents réclament le retour.

- **Infomigrants**, [Près de 150 migrants tentent de pénétrer dans Melilla, une vingtaine de gendarmes espagnols blessés](#), le 16 juin 2021.

La police espagnole a empêché plus de 150 exilé.e.s d'atteindre l'enclave de Melilla le 15 juin, un mois après l'arrivée de 12 000 personnes à Ceuta. Les exilé.e.s ont toutes et tous été renvoyé.e.s au Maroc sur la base d'un accord de réadmission (1992) entre le Maroc et l'Espagne, sans avoir pu demander de protection à l'Espagne. La Commission espagnole d'aide au réfugié (CEAR) estime que près de 800 exilé.e.s seraient arrivé.e.s à Melilla depuis 2021.

- **Al Jazeera**, [Three people dead after boat capsizes near Spain's Canary Islands](#), le 18 juin 2021.
- **Infomigrants**, [Canaries : quatre migrants dont une femme enceinte meurent noyés à quelques mètres de l'île de Lanzarote](#), le 18 juin 2021.
- **Infomigrants**, [Naufrage au large des Canaries : deux passeurs arrêtés](#), le 22 juin 2021.

Le 17 juin, le naufrage - à quelques mètres de l'île de Lanzarote (îles Canaries) - d'une embarcation comptant une cinquantaine de migrant·e·s parti·e·s de la ville de Tan-Tan (Sahara Occidental) a causé la mort de quatre exilé·e·s. Quatre autres personnes sont portées disparues. Les autorités espagnoles ont indiqué le 22 juin avoir interpellé deux personnes soupçonnées d'être des « passeurs », dont le sort est incertain à ce jour. En 2020, près de 2 000 personnes ont perdu la vie en tentant de rejoindre l'Espagne, contre 893 en 2019, selon l'association *Caminando Fronteras*¹.

- **El Diario**, [Interior rechaza la petición del Gobierno canario e impide que organizaciones de infancia participen en la identificación de menores migrantes](#), le 21 juin 2021.
- **El Diario**, [Cómo son las pruebas de edad por las que desesperan "congelados" más de 1.700 migrantes en Canarias](#), le 27 juin 2021.
- **Canarias 7**, [Los retrasos en los decretos de edad obstruyen la protección a los menores](#), le 27 juin 2021.

Sur les îles Canaries, la pandémie et le manque de personnel dans les *Centros de Atención Temporal de Extranjeros* (CATE) ont retardé la réalisation d'examens visant à déterminer l'âge de plus de 1 700 exilé·e·s. De ce fait, enfants et adultes cohabitent dans les mêmes espaces depuis plusieurs mois. Le gouvernement des Canaries a sollicité l'accord du gouvernement espagnol pour que l'ONG *Save The Children* puisse accéder aux centres et venir renforcer les effectifs habilités à identifier les mineur·e·s isolé·e·s. Mais le gouvernement espagnol a rejeté la demande pour motif sanitaire.

France

- **Infomigrants**, [France : « Unpredictable » raids target migrants in Calais](#), le 21 juin 2021.
- **Infomigrants**, [Reportage : À Calais, les expulsions de campements aléatoires fragilisent davantage des migrants déjà précaires](#), le 21 juin 2021.
- **Infomigrants**, [Tabassages, humiliations, brûlures : à Calais une importante hausse des violences policières sur les migrants](#), le 23 juin 2021.

Pour répondre à la volonté des autorités françaises d'empêcher tout « point de fixation » migratoire dans le Nord de la France, les campements d'exilé·e·s de Calais sont démantelés toutes les 48 heures par les forces de l'ordre, en général tôt le matin. Mais depuis plusieurs semaines, les évacuations se font à tout moment de la journée, sans que les exilé·e·s y soient préparé·e·s ou n'aient été averti·e·s. Épuisé·e·s physiquement et psychologiquement par le harcèlement policier, ils et elles ne peuvent plus s'abriter, faute de tentes que les associations ne sont plus en mesure de leur fournir. À cela, s'ajoutent des violences policières accrues à l'encontre des personnes exilées (« tabassages, gazages de tentes et brûlures ») qui tentent le passage vers le Royaume-Uni. Selon les associations calaisiennes, les violences policières sont en hausse l'été en raison des tentatives de traversées de la frontière et des arrivées plus nombreuses à Calais.

¹ **Bladi**, [Près de 2 000 personnes sont mortes en tentant de rejoindre l'Espagne](#), le 31 décembre 2021.

- **Infomigrants**, [Naufrage du 26 mars 2011 au large de la Libye, la justice française réexamine le dossier](#), le 24 juin 2021.

Un bateau parti de Libye le 27 mars 2011 avec 72 personnes à bord, dont 9 seulement ont survécu, a dérivé pendant 14 jours sans qu'aucune entité ne réponde à ses appels de détresse et ne lui porte assistance, malgré la très large présence de navires militaires (Etats européens, forces de l'OTAN) en Méditerranée à l'époque. Cette affaire du *left-to-die boat*, ayant causé la mort de 63 personnes, est particulièrement emblématique du refus d'assistance des autorités étatiques envers des navires en détresse, en violation du droit de la mer. Deux survivants avaient déposé plainte contre la France pour « non-assistance à personne en danger », lors d'une action en justice soutenue par Migreurop et trois de ses associations membres. Mais la Cour d'Appel de Paris avait rendu deux ordonnances de non-lieu en 2013 et en 2018. Le 23 juin, la justice française s'est à nouveau penchée sur l'affaire du *Left-to-die Boat* après que la Cour de cassation a ordonné à la Cour d'Appel de Paris de réexaminer les faits.

Grèce

- **AP News**, [Migrant family's present on Greek island hint at pushbacks](#), le 18 juin 2021.
- **Infomigrants**, [Amnesty accuses Greece of using pushbacks as « de facto border policy »](#), le 23 juin 2021.

Une famille d'exilé·e·s palestinien·ne·s partie de Turquie est parvenue à échapper au refoulement des garde-côtes grecs et à se rendre sur l'île grecque de Samos pour y déposer une demande de protection internationale, demande qui a reçu une réponse positive des autorités grecques. Amnesty International a rassemblé de nombreux témoignages d'exilé·e·s et de leurs soutiens, accusant la Grèce de refouler systématiquement vers la Turquie les personnes arrivant à sa frontière. Son rapport [Greece: Violence, lies, and pushbacks](#) du 23 juin, documente - sur la base du témoignage de 16 personnes - 21 cas de refoulements collectifs entre juin et décembre 2020, qui auraient affecté près de 1 000 personnes.

- **Médiapart**, [La Grèce construit des camps barricadés pour isoler les réfugiés](#), 24 juin 2021.

L'Union européenne a financé à hauteur de 276 millions d'euros la construction de camps fermés sur cinq îles grecques, pour isoler « 15 000 demandeur·euse·s d'asile ou personnes déboutées ». À Leros, le nouveau camp, dont la capacité est de 1 800 places, est construit sur un modèle carcéral, c'est-à-dire « cerné de hauts murs » et de barbelés. La liberté de circulation y sera limitée pour les exilé·e·s qui seront tenu·e·s de justifier de leurs déplacements aux autorités du camp – comme c'était déjà le cas à l'intérieur des hotspots grecs. Quant à la procédure d'asile grecque, réformée en novembre 2019, elle sera « expédiée plus rapidement » donnant lieu à davantage de décisions de rejet et à la réduction des possibilités de faire appel de celles-ci, ce que dénoncent les ONG. Les autorités grecques ont annoncé en parallèle que l'examen des demandes de protection serait réduit à un délai de cinq jours. Les personnes déboutées seront, elles, « détenues dans des parties fermées » du camp, dans l'attente de leur renvoi vers la Turquie en vertu de de l'arrangement UE/Turquie de 2016.

- **The Guardian**, [Greek police arrest Dutch journalist for helping Afghan asylum seeker](#), le 24 juin 2021.
- **Infomigrants**, [Dutch journalist could face charges in Greece for housing asylum seeker](#), le 24 juin 2021.

- **Arab news**, [Dutch journalist held in Greece for sheltering an asylum seeker](#), le 24 juin 2021.

Le 13 juin, une journaliste néerlandaise a été arrêtée sur l'île grecque d'Hydra par les autorités grecques pour « facilitation du séjour illégal d'un étranger ». Celle-ci hébergeait à son domicile un exilé afghan débouté de sa demande de protection internationale. La journaliste encourt un an de prison et 5 000 euros d'amende, sur la base d'une loi de 1991 visant à sanctionner toute personne hébergeant des exilé·e·s sans droit au séjour. La condamnation de la journaliste est une mesure supplémentaire de répression de la Grèce à l'encontre des exilé·e·s et de leurs soutiens.

Italie

- **La Libre**, [Italie : des centaines de migrants affluent en bateau sur l'île de Lampedusa](#), le 15 juin 2021.
- **Infomigrants**, [Hundred more migrants arrive in Lampedusa](#), le 16 juin 2021.

Le 15 juin, plus de 700 exilé·e·s parti·e·s de Tunisie sont arrivé·e·s par voie maritime sur l'île de Lampedusa. Les autorités italiennes ont procédé au transfert des exilé·e·s vers des navires de quarantaine et d'autres régions du pays. La quarantaine terminée, les exilé·e·s auraient été transféré·e·s dans le camp de Lampedusa construit pour 250 personnes, par conséquent surpeuplé.

- **Infomigrants**, [Italy announces humanitarian corridor to bring 500 migrants from Libya](#), le 18 juin 2021.
- **Infomigrants**, [45 refugees from Niger reach Italy via humanitarian corridor](#), le 25 juin 2021.

La ministre de l'Intérieure italienne a annoncé avoir signé un Protocole pour la mise en place d'un « couloir humanitaire » visant à évacuer 500 exilé·e·s de Libye vers l'Italie. 45 ressortissant·e·s nigérien·ne·s ont été évacué·e·s de Libye par le HCR le 23 juin.

Malte

- **Infomigrants**, [Mer Méditerranée : Malte refuse de coordonner le sauvetage de 86 migrants en détresse](#), le 18 juin 2021.
- **Infomigrants**, [Migrants in distress returned to Libya - on Malta's request](#), le 29 juin 2021.

Le 16 juin, le réseau *Alarm Phone* a alerté les autorités maltaises qu'une embarcation, partie de Libye avec 86 migrant·e·s à son bord, était en détresse dans ses eaux territoriales. Mais celles-ci ont refusé de leur porter assistance. L'ONG allemande *Resqship* est intervenue pour porter secours aux personnes les plus vulnérables à bord, mais a été menacée par les garde-côtes libyens - arrivés plus tard sur les lieux - qui leur ont ordonné de leur remettre les personnes secourues - ce que l'ONG a refusé. Ce n'est pas la première fois que Malte refuse de porter secours à des migrant·e·s en détresse dans sa zone SAR, laissant la main à la Libye. Le 28 juin, les autorités maltaises ont demandé aux garde-côtes libyens d'intercepter une embarcation de près de 90 exilé·e·s présente dans ses eaux territoriales pour les renvoyer en Libye, ce qui n'est ni plus ni moins qu'un refoulement par procuration, contraire au droit international et européen et à la jurisprudence HIRSI (CEDH, 2012). Selon l'OIM, plus de 14 700 personnes ont été interceptées par les garde-côtes libyens et renvoyées de force en Libye en 2021, et au moins 10 352 en 2020².

² **Infomigrants**, [Libye : près de 500 migrants interceptés par les garde-côtes en 24 heures](#), le 28 mai 2021.

Pays non-membres de l'UE

Royaume-Uni

- **Al Jazeera**, [UK seeking offshore asylum centres: reports](#), le 28 juin 2021.
- **The Independent**, [Labour to oppose Priti Patel's « unconscionable » plan to detain refugee offshore](#), le 28 juin 2021.
- **Evening standard**, [Priti Patel plans « to hold asylum seekers in offshore processing centres » - report](#), le 28 juin 2021.

En 2021, plus de 5 300 exilé·e·s auraient traversé la Manche pour se rendre au Royaume-Uni, soit deux fois plus qu'à la même période l'année dernière³. La ministre de l'Intérieur britannique prévoit de présenter la loi *Nationality and Border* au Parlement, qui permettrait, entre autres, aux autorités britanniques d'examiner les demandes de protection internationale hors du Royaume-Uni, sous prétexte de décourager toute « traversée dangereuse ». Il s'agirait pour le pays d'implanter des centres « d'accueil » sur le continent africain où seraient traitées les demandes de protection internationale, à condition que les pays tiers l'approuvent. La ministre négocierait avec le Danemark, qui a voté une loi similaire au début du mois, pour partager le centre « d'accueil » au Rwanda. Le parti travailliste se dit prêt à s'opposer à cette loi qui porte atteinte à la Convention de Genève de 1951, que le Royaume-Uni a ratifiée.

- **Kent online**, [Home Office to suspend transfers of asylum seekers to Napier Barracks](#), le 22 juin 2021.
- **The Guardian**, [Transfers of asylum seekers to Napier barracks has been suspended](#), le 22 juin 2021.

Le 3 juin, la Haute Cour de Londres a jugé que les conditions d'accueil du centre de *Napier Barracks* étaient non conformes à la loi britannique en matière d'accueil et d'hébergement des étranger·e·s pour six demandeur·euse·s d'asile. Trois semaines plus tard, le ministère de l'Intérieur britannique a suspendu le transfert de primo-arrivant·e·s dans ce centre sur les recommandations du Département de la Santé britannique, qui craint une reprise des contaminations au Covid-19 si le centre est à nouveau au maximum de ses capacités. Pourtant, ni les recommandations du Département de la Santé, ni le jugement de la Haute Cour de Londres n'ont eu d'impact sur le ministère de l'Intérieur, qui n'a pas prévu de procéder à la fermeture de *Napier Barracks* - dans lequel près de 200 personnes sont toujours présentes.

³ **News 24**, [Priti Patel présentera des plans pour traiter les demandeurs d'asile en Afrique alors que les négociations avec le Danemark pour partager le centre commencent](#), le 28 juin 2021.